



Liminaire au CSE

15 juin 2022

Audiovisuel public, ça chauffe !

A tous les niveaux !

A Paris, en ce 15 juin, la température va dépasser les 30° et en région, elle pourrait même franchir les 40 degrés

Le réchauffement climatique s'accélère !

Face à cela, France Télévisions réaffirme ses engagements écologiques sur son site internet.

Pour les tournages elle déclare vouloir la « **Limitation de l'empreinte liée au transport et aux déplacements grâce à la localisation des équipes à proximité des lieux de tournage** ».

Belle idée, belle promesse !

Mais dans les faits, la Direction a bien du mal à tenir cet engagement

Cette semaine, la Fabrique, fait venir un salarié de la fiction de Bordeaux durant 5 jours, pour tourner un documentaire (ITW sur un fond vert en studio, à Paris)

2 jours de voyages (en train c'est déjà ça), et 3 jours de tournages, uniquement pour subvenir à un manque d'effectifs au siège.

Et il ne s'agit pas là d'un cas isolé.

De manière récurrente la Fabrique envoie les techniciens là où le besoin se fait sentir sans pour autant prendre en compte les engagements environnementaux pris par le Groupe France Télévisions.

Quid de la charte écologique de FTV et de sa charte "EcoProd" ?

Quid de ses engagements pourtant, clairs et précis et qui ne souffrent d'aucune ambiguïté ?

Sur le terrain, là aussi ça chauffe !

Tout particulièrement pour les journalistes envoyés en UKRAINE, un terrain miné.

Je tiens à rendre hommage aux équipes qui se sont rendues sur place, qui y sont actuellement, nous sommes tous admiratifs de leur travail. Le déclenchement de la guerre en Ukraine et son déroulé depuis presque 4 mois ont montré que toutes les chaînes du service public ont la capacité de se mobiliser sur des événements exceptionnels en offrant une information de grande qualité.

Ceci, alors que le bilan des journalistes tués en Ukraine s'alourdit.

La direction assure que la sécurité des équipes et leur suivi au retour de ce terrain de guerre est une priorité.

Elle met en avant le protocole de départ et de retour des équipes envoyées en Ukraine.

Elle confirme que tous les personnels (permanents, pigistes ou contractuels, français ou étrangers) bénéficient des mêmes assurances et des mêmes couvertures en cas d'accident, du moment qu'ils sont sous contrat FTV.

Pour autant, la couverture de la guerre en Ukraine a révélé les faiblesses structurelles des rédactions, conséquence de la chasse aux ETP et de la fusion issue d'INFO 2015.

Le service étranger a été supprimé, noyé dans un grand service dit « le Pool » et progressivement vidé par le départ d'un grand nombre de journalistes ayant l'expérience des conflits et de l'international.

Ça chauffe enfin dans l'entreprise !

Car plus les jours passent, plus les conséquences de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public inquiètent les salariés.

La semaine dernière, le 8 juin, les sénateurs LR Roger Karoutchi et Jean-Raymond Hugonet, ont adopté en commission des finances et en commission de la culture, une proposition choc : **la fusion de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'INA en une entreprise unique.**

Une proposition qui pour le coup sent le réchauffé et rappelle l'ORTF mais en version 2.0 !

Un projet qui met fin à la création d'une holding chapeautant les différentes entités du service public.

Et il faut aller vite, dès 2023, un texte de loi devrait être discuté, pour aboutir en 2025, à la création de « France Médias », une fusion des entreprises publiques, avec la mise en place d'une rédaction unique en trois pôles, international, national et local.

Une fusion dans quel but ? Créer une nouvelle synergie, ou économiser sur la masse salariale ?

Arte et TV5 Monde sont épargnées puisqu'elles dépendent de coopérations internationales.

Tout cela se fait sans la moindre concertation des intéressés qui n'ont pas été reçus par les Sénateurs, c'est dire le peu de considération de ces derniers pour les salariés dont ils décident de l'avenir, comme s'ils en étaient les maîtres.

Paris, le 15 juin 2022

Face à cela, la mobilisation s'organise, un préavis de grève a été déposé par une majorité des organisations syndicales pour le 28 juin et RDV est donné ce jour-là, devant l'Assemblée Nationale pour défendre l'avenir de l'audiovisuel public et celui de ses salariés.

Venez nombreux !